

# La véritable naissance du mouvement ouvrier luxembourgeois

revue par Denis Scuto

*SCUTO Denis, Sous le signe de la grande grève de mars 1921. Les années sans pareilles du mouvement ouvrier luxembourgeois. 1918-1923. Luxembourg, Editpress, 464 p. (Préface de Gilbert Trausch)*

Le livre que Denis Scuto nous présente reproduit son mémoire de licence, présenté en 1988 à l'Université Libre de Bruxelles et récompensé par la même Université du Prix du meilleur mémoire d'histoire moderne et contemporaine de l'année.

La trame des faits qu'il relate est bien connue grâce à des travaux parus antérieurement sous d'autres plumes: Après les rigueurs des années de guerre, les difficultés économiques de l'après-guerre frappent durement la classe ouvrière. Elles entraînent, dans un contexte de crise politique généralisée, une effervescence sociale inédite au Luxembourg, débouchant sur la constitution des premiers syndicats de masse. Les occupations d'usine, la grève, de mars 1921 sont à la fois le point culminant et le point final du mouvement qui est brisé par un échec cuisant. Denis Scuto a voulu voir de plus près. Et il avait raison. En effet, il réussit non seulement à préciser et à compléter nos connaissances, mais il renouvelle le sujet en maint aspect.

Première impression forte qui se dégage à la lecture: l'ampleur de la mobilisation populaire, quasi permanente, des années 1918-1921. (Une approche moins thématique, respectant mieux la chronologie l'aurait montré encore davantage). Le bassin minier est l'épicentre de cette ébullition. Mais elle touche au-delà non seulement la capitale et ses alentours (deuxième centre industriel du Grand-Duché), mais toutes les régions du pays, de Wasserbillig à Martelange, d'Etzelbruck à Wiltz. De la foule nous voyons surgir des leaders, des meneurs, en général des hommes très

jeunes: des noms connus, tels Nic Biever, Zénon Bernard, Pierre Krier, Nic Hauptert ...; mais aussi d'autres, moins connus voire oubliés, auxquels ce livre rend justice. Je pense notamment à Jean Bukovac, un des personnages clé de la période.

Toute cette ambiance est radicalement inédite et contraste avec l'avant guerre, davantage encore avec le 19<sup>e</sup> siècle, où le monde du travail luxembourgeois était caractérisé par sa passivité: nous sommes bien à l'aube d'une ère nouvelle où l'opinion publique ne se résume plus exclusivement à celle des notables!

Mobilisation populaire et essor syndical vont de pair. Alors que le syndicalisme luxembourgeois était parti quasiment de zéro en 1916, le Luxemburger Berg- und Metallindustrie -Arbeiter- Verband (BMAIV) compte en 1920 à peu près 18.000 inscrits, ce qui représente un taux de syndicalisation extrêmement élevé. Les conseils d'usine y sont pour beaucoup. Les

Grève de mars 1921 à  
Differdange  
Archives de l'Etat,  
Cliché: M.Schroeder



**Le livre de Denis Scuto n'est pas seulement passionnant à lire, mais constitue également un excellent outil de travail.**

analyses que Denis Scuto nous présente à ce sujet innovent et permettent de mieux saisir la dynamique sociale des années 1919-1921.

Les conseils d'usine n'ont pas été demandés par les syndicats. Le gouvernement les octroie. L'objectif: créer à l'intérieur des entreprises des institutions de dialogue social, permettant d'arranger d'éventuels conflits par voie de négociation. L'importance des conseils pour le mouvement ouvrier est triple: A) Ils permettent au syndicat d'investir les usines et d'y recruter massivement. Ils entraînent la reconnaissance implicite des organisations syndicales. B) L'expérience des conseils amorce rapidement la réflexion sur le fonctionnement de l'entreprise, sur les rapports patrons-ouvriers, et au-delà sur les rapports de propriété. D'où l'émergence de la revendication de la cogestion ouvrière, et le pas est rapidement franchi, de la socialisation (nationalisation) des grands moyens de production. La pratique des conseils fait ainsi passer les ouvriers à une stratégie de plus en plus offensive, dépassant la lutte contre la dégradation du pouvoir d'achat et pour l'amélioration des conditions de travail: la radicalisation ouvrière s'enracine autant dans les conseils qu'elle doit aux expériences internationales, notamment à l'exemple allemand et au souffle dynamisant de la révolution russe. C) Les conseils "produisent" des leaders, et aussi, moins en vue, mais tout aussi importants de nombreux responsables (les délégués) qui prennent l'habitude d'impulser, de diriger, de négocier. Le fait a son importance, non seulement pour le court terme, mais également, me semble-t-il, pour le long terme: le syndicalisme ouvrier puise ici des cadres expérimentés, bref l'échine qui lui faisait si cruellement défaut avant 1914 et qui lui permettra de se relever après l'échec de mars 1921.

Si les membres affluent, la mise sur pied d'un grand mouvement syndical, n'a pas été chose facile: il faut définir des structures, départager les compétences (par exemple entre représentants syndicaux et délégués d'usine), affronter la pression de la rue (affamée et cédant parfois à la violence), dépasser antagonismes politiques et personnels, prendre des options fondamentales (réforme ou révolution, avec ou sans Moscou) dans un contexte national et international bouleversé et mouvant, où il n'est à coup sûr pas toujours aisé de voir clair. Voilà qui explique que les clivages entre révolutionnaires et réformistes (Denis Scuto propose l'étiquette *syndicalistes*, puisque ce groupe veut axer l'action uniquement sur la lutte économique et refuse toute action politique au bénéfice d'un quelconque parti) ceux-ci majoritaires dès le début, restent longtemps fluctuants.

En face du monde ouvrier, nous avons bien sûr le patronat et le gouvernement. Du côté du gouvernement, Denis Scuto met en évidence un personnage clé, lui aussi injustement oublié. Ils'agit de l'ingénieur Charles Eydt (photo ci-contre), le premier inspecteur du travail, et, officieusement, conseiller d'Emile Reuter en matière sociale. C'est un démocrate aux idées sociales avancées. Son action a sans aucun doute été favorable à la cause ouvrière. La même remarque vaut pour Antoine Pescatore, alors Directeur

général (ministre) de l'Industrie et du Travail. Sous la houlette de ces deux hommes se mettent en place des négociations bi- ou tripartites, des formes d'arbitrage et de traitement social du chômage (avec l'aide de deniers publics): des mécanismes qu'il faudra reconquérir par la suite et qui ne commenceront à être institutionnalisés qu'à partir de 1936/37.

Le patronat est loin de présenter un front d'un bloc. D'un côté nous avons les directions des usines Arbed et Terres Rouges, relativement souples et conciliantes jusqu'en mars 1921 quand les ouvriers occupent les usines. A côté, chez Ougrée-Marihaye à Rodange et chez Hadir à Differdange, *subsiste une tradition d'intransigeance sociale*, aiguisée par des déficits considérables dans ces difficiles années d'après-guerre. Donc, stratégies patronales contrastées, qui mériteraient sans doute d'être analysées plus en détail, et cela depuis les débuts de la révolution industrielle.

Février-mars 1921: A peu près 900 licenciements annoncés brutalement, d'un seul coup. Le fait, ressenti comme une terrible provocation, entraîne les occupations d'usines que nous connaissons et qui ont été vécues par d'aucuns comme une tentative de "bolchévisation". Mais, ce livre le prouve définitivement, le mouvement, malgré un verbalisme radical incontestable, n'est pas vraiment révolutionnaire et constitue essentiellement une lutte désespérée pour la sauvegarde des emplois. Les causes de l'échec (rigueur du patronat et choix du gouvernement, pressions étrangères, intervention des forces armées, ...) sont pour l'essentiel connues. Denis Scuto s'attache plus particulièrement à analyser les facteurs d'échec issus du mouvement ouvrier lui-même et notamment les raisons qui ont engendré une forme d'action ultra offensive qui, du point de vue de la stratégie syndicale du BMAV, jusque-là marquée par une extrême prudence, apparaît au premier abord comme un dérapage.



Archives Dr. Jean-Claude Loutsch

A l'heure des bilans, le résultat de la confrontation apparaît pire qu'un échec. C'est un désastre que l'auteur décrit pour la première fois dans toute son

---

amplitude: dégradation des conditions de travail et de vie, perte d'acquis fondamentaux (licenciements de tous les délégués d'usines et des militants syndicaux en vue, suppression des conseils d'usine), poursuites judiciaires, découragement, démoralisation et divisions. Pour le BMAV, c'est l'hémorragie des militants et des deniers. Pire, à côté de la désillusion s'installent la suspicion et les querelles, politiques et autres. Le fossé entre les deux tendances, syndicaliste et communiste, s'élargit. Mais la politique suicidaire des communistes perd leur cause. Au terme de déchirements parfois pénibles et en partie sous la pression des aspirations d'une base à reconquérir, le BMAV opte définitivement pour un programme de type *tra-*

*vailliste*, accordant la priorité à la reconstruction du syndicat et à la lutte pour l'amélioration de la condition ouvrière.

Denis Scuto a complété son texte, richement illustré, par un tableau des *sources du mouvement ouvrier*, des notices biographiques, un *index des noms de personnes et de lieux*, auxquels s'ajoutent une bonne bibliographie. De sorte que son livre n'est pas seulement passionnant à lire, mais constitue également un excellent outil de travail pour tous ceux qui s'intéressent à l'histoire ouvrière et sociale du Grand-Duché.

**Kieffer Monique**